

Enfants de Partout

numéro
157

La revue des donateurs du BICE

FÉVRIER 2019 - TRIMESTRIEL - PRIX 2€



70
ans



www.bice.org

AVEC VOUS DEMAIN

Urgence alimentaire
en RD Congo p. 3

EN DIRECT DU TERRAIN

À l'écoute
bienveillante des
enfants victimes p. 4

SPÉCIAL 70 ANS

Rencontre avec
le pape p. 5

ESCLAVAGE DES ENFANTS

Une réalité d'aujourd'hui



Sommaire

P. 3

Avec vous demain

Urgence alimentaire
en RD Congo

P. 4

En direct du terrain

À l'écoute bienveillante
des enfants victimes

P. 5

70 ans du BICE

Les encouragements du pape

P. 6 et 7

Dossier

**Esclavage des enfants :
une réalité d'aujourd'hui**

P. 8

Agenda

*Enfances dans le monde prend
de l'ampleur*

Prière

Je ne sais pas quoi dire

*En couverture, Peter, un enfant
qui a subi l'esclavage sur le lac Volta.*

Edito

TOUS MES VŒUX D'UN MONDE MEILLEUR POUR LES ENFANTS



Chers donateurs,

C'est tout d'abord à vous et à vos proches que j'adresse **mes vœux les plus cordiaux, de bonheur et de santé**. Et bien sûr aux enfants pour qui nous œuvrons à bâtir un monde meilleur.

L'année 2018, l'année des 70 ans du BICE, s'est terminée par **un beau cadeau : une audience très fraternelle avec le pape François qui souhaitait nous redire son attachement à notre association**. La chaleur et la confiance qu'il nous témoigne nous confortent dans notre espérance pour les enfants. Et il en faut de l'espérance quand on fait face à des fléaux comme celui évoqué dans notre dossier : l'esclavage de millions d'enfants jusque chez nous en France. Un sujet qui a frappé les 466 collégiens et lycéens, jury de notre festival *Enfances dans le Monde*. Le film primé traite en effet des enfants esclaves du lac Volta, au Ghana. Certains d'entre eux sont arrachés à leurs exploiters par un homme qui fut lui-même esclave sur le lac. L'engagement et la résilience de cet homme nous portent à espérer, comme nous portent à espérer nos partenaires qui inlassablement font avancer la cause des enfants : en RDC, où ils donnent un avenir aux enfants des rues, en Ukraine et en Arménie, où les enfants victimes de violences peuvent enfin témoigner dans un cadre adapté. Des avancées qui, grâce à votre soutien, ont contribué et contribueront à réparer les injustices faites aux enfants. »

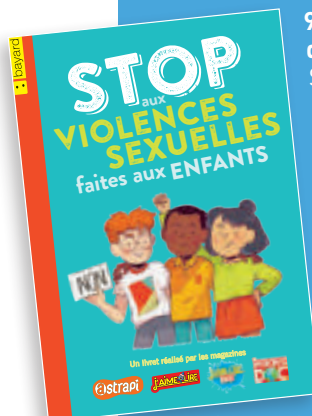
Olivier Duval, Président du BICE

De vous à nous

QUAND NOS LECTEURS S'ENGAGENT

Toute notre équipe est particulièrement reconnaissante à **Jean-Claude Peteytas, diacre du diocèse de Périgueux**, pour le très bel article qu'il nous consacre. Touché par notre dossier sur le tourisme sexuel, il a en effet pris la plume pour dire son indignation devant « *notre monde et nos civilisations qui bien trop souvent ferment les yeux*. » Il salue notre association « *qui a l'enfant au cœur de ses actions et une perspective chrétienne* » et rappelle que notre mission « *rejoint celle du Christ : promouvoir et défendre l'enfant qui est acteur de sa vie et dans la société*. » **Un grand merci à lui !**

COMMENT LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES



90% des enfants abusés le sont par des personnes de leur entourage.

S'en défendre et les dénoncer est difficile pour l'enfant qui se trouve pris dans un conflit de loyauté. C'est pour anticiper ces situations et aider les enfants à s'en protéger qu'a été conçu ce livret par Bayard Jeunesse. En termes simples, il raconte aux enfants 3 situations typiques d'abus dans lesquelles ils peuvent se trouver.

Vous pouvez télécharger son contenu sur notre site ou nous commander un exemplaire papier (dans la limite

des stocks disponibles). Une adaptation audiovisuelle est également disponible sur www.bayard-jeunesse.com/stopauxviolencessexuelles.

URGENCE ALIMENTAIRE EN RD CONGO

A l'est de la République démocratique du Congo, des milliers de familles ont dû se réfugier dans les villes, où l'accès à la nourriture est plus difficile. Depuis 2017, le BICE soutient son partenaire qui accueille les enfants des rues, les accompagne, renoue avec leurs familles, les alphabétise et les forme à un métier. Aujourd'hui, une urgence alimentaire refait surface.



Les circonstances qui ont amené ces enfants à vivre à la rue ne vous sont pas inconnues. Leurs familles

sont issues de régions rurales, aux mains depuis des années de milices armées qui rackettent et terrorisent la population, de façon toujours plus violente. Elles ont été obligées d'abandonner leur village, leurs champs, leur bétail, pour venir se réfugier dans la ville de Bukavu. Mais c'est un mal pour un autre : si elles s'y trouvent relativement plus en sécurité, elles vivent dans une précarité extrême dans des bidonvilles. La nourriture coûte cher, elles ne sont plus en mesure de subvenir aux besoins de leurs enfants, et encore moins de les envoyer à l'école. Ces derniers se retrouvent alors à la rue où ils subissent toutes les violences, y compris de la part de la police.

Un abri et un avenir

Depuis de nombreuses années, le programme PEDER de la congrégation des Sœurs de la Sainte Gemma va à la rencontre de ces enfants. Il leur fournit dans un premier temps un abri pour la nuit, puis effectue des recherches pour retrouver leurs familles afin de renouer les liens rompus et d'aider les mères à développer des activités génératrices de revenus. Les enfants bénéficient dans les centres d'une remise à niveau scolaire pour pouvoir retourner à l'école, les plus âgés d'entre eux de véritables



À TITRE INDICATIF

**132 € = 1 ENFANT
NOURRI PENDANT
UNE ANNÉE**

formations diplômantes de deux ans en menuiserie, couture, mécanique...

Le BICE participe depuis juillet 2017, grâce à votre soutien, à ce projet d'éducation et assure en outre des formations « Tuteurs de résilience » pour les équipes de l'association.

Des apprentis affamés

Lors d'une visite sur place, à l'occasion d'une formation « Tuteurs de résilience », notre chargée de programme, Marie-Laure Joliveau, apprend la défection récente d'un bailleur de fonds et les risques que cela fait courir à l'ensemble du projet. « Notre partenaire avait trouvé un financeur pour les repas des enfants, explique-t-elle. Mais ce financeur s'est retiré et notre partenaire n'a plus les moyens de les nourrir. S'ils sont affamés, les enfants n'arrivent bien sûr plus à se concentrer. Beaucoup risquent de quitter les cours pour tenter de trouver de quoi manger dans la rue. Nous sommes très sensibilisés à cette question, il faut pouvoir continuer à les soutenir. »



Nourrir 435 enfants à l'année

Le budget pour nourrir 435 enfants à l'année est de 57 500 €, à raison de 1 à 3 repas par jour, selon que les enfants sont ou non accueillis à temps plein dans un des quatre centres, avec de la viande une fois par semaine. Il est presque intégralement alloué à l'achat des produits puisque la logistique est assurée par les responsables du centre. Les enfants eux-mêmes participent à la préparation des repas. Cette activité contribue à les souder et à développer la capacité d'entraide qu'ils acquièrent à travers les formations aux droits de l'enfant et au vivre ensemble. L'objectif est toujours de pérenniser un travail de longue haleine pour sortir ces enfants de l'engrenage de la misère.

À L'ÉCOUTE BIENVEILLANTE DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES

Dans 5 pays d'Europe orientale où le BICE mène son programme contre les violences, y compris sexuelles, à l'encontre des enfants, les bonnes pratiques se concrétisent. Le BICE initie grâce à vous la mise en place de l'une d'elles : l'audition bienveillante, essentielle à la bonne prise en charge de l'enfant victime.

➤ Dans les cas de violences sur l'enfant, et particulièrement de nature sexuelle, l'audition de la petite victime est une étape cruciale de l'enquête, mais ô combien délicate. Il s'agit d'obtenir le maximum d'informations sans ajouter au choc déjà subi, ni suggérer à l'enfant des réponses qui pourraient fausser son témoignage. C'est dire l'importance qu'il y a à recueillir sa parole dans les meilleures conditions possibles. **Les salles d'audition sont ce qui existe de plus approprié pour une écoute bienveillante des victimes.** Les enfants y sont interrogés par des professionnels dûment formés à des méthodes qui découlent de trente ans de recherches sur la capacité et les difficultés des enfants à témoigner. Chaque audition est filmée afin que l'enfant n'ait pas à répéter son témoignage. La salle est aménagée pour être agréable pour l'enfant. Elle se trouve, si possible, en dehors du commissariat pour que l'enfant ne soit pas en contact avec des arrestations ou d'éventuelles scènes de violences.

Des conditions d'écoute idéales à Odessa

Ces conditions idéales sont celles que nous avons réunies à Odessa, en Ukraine. **La salle, financée par le BICE, est opérationnelle depuis novembre 2018.** Elle est installée dans une polyclinique où l'enfant victime peut passer les éventuels examens médicaux nécessaires, ce qui permet un vrai travail interdisciplinaire entre les professionnels. Les policiers spécialement formés aux pratiques d'écoute dans le cadre du projet ont participé eux-mêmes au choix du lieu. Le fonctionnement de la salle est en outre pris en charge par la municipalité, notre partenaire et nous-mêmes



L'audition de la petite victime, une étape essentielle et délicate.

assurant la formation des équipes qui y ont recours.

Des avancées en Arménie

Votre soutien nous a également permis d'installer en 2018 une salle de ce type à Erevan, en Arménie. Dans ce pays, la police n'était pas autorisée, jusqu'à il y a peu, à intervenir dans les familles, même en cas d'abus ou de violences domestiques. Depuis l'élection de l'actuel gouvernement et l'adoption d'une nouvelle loi qui permet enfin d'agir dans la sphère familiale, la prise en charge des enfants victimes évolue beaucoup. L'installation de la salle d'audition arrive donc à point nommé. Les policiers qui seront amenés à y conduire les auditions vont suivre notre formation aux bonnes pratiques de recueil de la parole des enfants. C'est même **tout un corps de police qui est en train d'être formé aux affaires familiales.**

L'Arménie tête de pont

Cette nouvelle salle d'audition bienveillante permettra donc aux enfants d'être enfin entendus dans un cadre rassurant. Mais sa mise en place aura permis encore d'autres progrès : les policiers se sont, par exemple, rapprochés des travailleurs sociaux autrefois méfiants à leur égard au point parfois de préférer ne pas leur signaler les violences connues. En cas d'urgence, les policiers sauront à quels thérapeutes et travailleurs sociaux faire appel pour les assister. Peu à peu, c'est tout un réseau professionnel compétent qui se crée autour des enfants.

MERCI d'avoir, grâce à votre soutien, rendu possible cette véritable petite révolution pour le bien de l'enfant.

LES ENCOURAGEMENTS DU PAPE POUR POURSUIVRE NOTRE ACTION

Le 7 décembre dernier, le Pape François recevait en audience privée une délégation du BICE. Un moment d'échange fraternel sur notre refus commun de laisser les enfants les plus vulnérables dans l'abandon.

Le BICE entretient une relation privilégiée avec le Pape François. Déjà, lors de l'audience privée du 11 avril 2014, le Saint Père avait, pour la première fois, demandé officiellement pardon pour les actes de pédophilie commis par des hommes d'Église. La rencontre du 7 décembre dernier, initiée à l'occasion des 70 ans de notre organisation, était davantage un échange fraternel, comme nous le relate Olivier Duval. *« Le Saint Père s'est exprimé longuement sur, comme il les appelle, les « enfants jetables », ces enfants qui viennent au monde dans des conditions difficiles et que les États laissent à l'écart, ne respectant pas leurs droits et bafouant leur dignité d'être humains à part entière. Il a également évoqué les violences inacceptables que représentent le travail forcé, l'enrôlement dans les conflits armés, l'exploitation sexuelle... A ce sujet, il s'est souvenu de ces grands hôtels de Buenos Aires : alors que l'Archevêché promouvait la lutte contre les violences sexuelles, tous ont refusé d'afficher un écriteau mentionnant « Ici il n'y a pas d'enfants à votre disposition ». Il nous a enfin invités à reproduire une expérience de rencontres qu'il avait lui-même initiée, alors qu'il exerçait son ministère en Argentine : mettre en relation des jeunes défavorisés et des personnes en maisons de retraite. Au début, nous a-t-il dit, les jeunes rechignaient à y aller puis, au final, ne voulaient plus partir : le courant était passé. Nous avons bien senti que le thème de l'intergénérationnel lui est particulièrement cher, comme cela se reflète dans l'une de ses plus récentes publications qu'il nous a offerte. »* Cette rencontre, entièrement dédiée à notre refus commun de toute violence et de tout mépris pour les plus vulnérables, a été le plus beau cadeau que nous pouvions espérer pour clore l'année de nos 70 ans. Nous sommes heureux de pouvoir partager ces moments avec vous.



↑ La délégation du BICE au complet lors de la rencontre avec le pape François.



→ Olivier Duval remet au Saint Père les derniers ouvrages édités par le BICE.



Une accolade très chaleureuse entre le pape François et Norberto Liwski, argentin, ancien vice-président du Comité des droits de l'enfant de l'ONU et administrateur du BICE.



ESCLAVAGE DES ENFANTS, UNE RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI

Difficile à chiffrer précisément, l'esclavage existe bel et bien aujourd'hui encore, partout dans le monde, et même en France. On estime qu'une victime sur quatre est un enfant. Un phénomène que les conflits et les situations d'exil aggravent encore considérablement.

↗ L'esclavage des enfants, c'est le sujet qui a le plus marqué les jeunes membres du jury lors de la dernière édition du Festival *Enfances dans le Monde* du BICE. Le documentaire qu'ils ont primé, *The rescue list*, a été tourné au Ghana, dans la région du lac Volta, le plus grand lac artificiel au monde. C'est aussi celui où se déploie le plus vaste trafic d'enfants, des enfants parfois très jeunes qui travaillent pour les pêcheurs, sans relâche, sans salaire, sans possibilité de se défendre ou de s'enfuir, soumis à toutes les violences et à tous les dangers. Peter, Edem, Teye..., les témoignages des enfants soustraits à leurs bourreaux nous permettent de mettre des visages sur ces millions d'enfants victimes d'esclavage (10 millions selon les estimations d'*Anti-Slavery International*), dont près de 20 000 rien que pour la région du lac Volta.

L'esclavage, une réalité encore contemporaine

Certes, l'esclavage « historique », aboli dans le monde entier au XX^e siècle, n'a quasiment plus cours. Mais sa réalité contemporaine n'est pas moins sordide ni très différente. Il s'agit d'asservissement d'hommes, de femmes et d'enfants retenus et/ou sous l'emprise de personnes qui tirent profit d'eux et auxquelles ils ne peuvent se soustraire.

10 MILLIONS D'ENFANTS VICTIMES D'ESCLAVAGE DANS LE MONDE

Cela suppose confiscation des papiers, privation de liberté de mouvement, travail sans contrepartie financière, conditions de travail et d'hébergement inhumaines, isolement culturel, violences,

agressions sexuelles, actes de torture et de barbarie, atteintes à l'intégrité physique.

Des situations multiples et nouvelles

Certaines formes contemporaines d'esclavage des enfants sont directement liées à des réalités locales particulières. C'est le cas des enfants enrôlés de force par les milices armées, ou des fillettes enlevées et asservies sexuellement par des mouvements terroristes tel que Boko Haram. Mais les nombreuses autres formes, comme la traite d'enfants, l'esclavage domestique, le trafic d'organes, la servitude pour dette, les mariages précoces et forcés, s'observent dans tous les pays. En Occident aussi, des enfants originaires d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'est sont victimes d'esclavage. **Irréguliers dans les pays où ils sont exploités, ne parlant pas la langue, ils sont doublement piégés**, et il est souvent très difficile de faire valoir leur statut de victimes.

Victimes parce que vulnérables et invisibles

Dénominateur commun de toutes ces formes contemporaines d'esclavage : elles touchent les enfants rendus invisibles. C'est ce que soulignait Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, lors de la Journée de débats d'experts consacrée à l'esclavage des enfants, en 2016 : « *Les victimes, y compris les enfants, sont fréquemment asservies, précisément parce qu'elles ont été rendues vulnérables - vulnérables et invisibles - depuis des années, peut-être des générations, en raison de discriminations multiples et croisées et des manquements des États à les protéger.* »

Une prise de conscience internationale

C'est pour pallier ces manquements qu'a été créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. En 2016, ce Fonds avait accordé des subventions totalisant plus de 500 000 € à 42 organisations réparties dans 34 pays pour aider 29 000 victimes, dont pour plus du tiers des enfants. Sa priorité va, depuis, à l'assistance spécialisée aux victimes, en particulier aux femmes et aux enfants, dans les situations de conflit et de crise humanitaire. Cette mobilisation est primordiale tant les ravages que cause l'esclavage sont cruels.

Présente également à cette journée de débats, Urmila Bhoola, alors Rapporteuse spéciale auprès des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, témoignait de son expérience : « *J'ai souvent été témoin de la dévastation de l'esprit humain que cause la persistance des institutions et des pratiques esclavagistes, mais ce sont les visages des enfants victimes qui restent gravés le plus douloureusement en moi. L'impact de l'esclavage sur tous les enfants, mais en particulier sur les filles, porte un préjudice permanent et immuable à leur bien-être physique, mental, émotionnel et intellectuel et les prive d'une expérience inestimable : l'enfance.* »

« *Nous pouvons faire plus, ajoutait-elle en conclusion. Nous devons faire plus. Nous le devons à nos enfants et aux générations futures qui hériteront de notre monde.* »



INTERVIEW

« C'est très difficile d'arracher ces enfants aux prises avec les trafiquants. »

Geneviève Colas, du Secours Catholique, est la coordinatrice du collectif d'associations françaises Ensemble contre la traite des êtres humains. Elle nous confirme que l'esclavage des enfants existe en France.

Connaît-on l'ampleur du phénomène en France ?

Geneviève Colas : L'ONDRP¹ a fait récemment une évaluation chiffrée des cas de traite d'êtres humains à partir d'informations collectées par les associations. Il est fait état de quelques centaines de victimes mineures. On est encore loin de la réalité, mais il s'agit d'un premier effort louable pour chiffrer et reconnaître le phénomène. Auparavant, les seules statistiques provenaient des pouvoirs publics. Il fallait que le procès ait eu lieu pour qu'on reconnaisse quelqu'un comme victime de traite.

Y a-t-il de nouvelles formes d'esclavage ?

Parmi les migrants arrivés en France, il y a beaucoup de mineurs qui sont très mal pris en charge et donc très vulnérables à l'exploitation. Pour eux, c'est parfois un moyen de dormir au chaud. Il y a également les cas de mineurs contraints de commettre des délits, comme ceux qui cambriolent des villas. Ils sont de plus en plus utilisés car ils peuvent être téléguidés de l'extérieur par un adulte, à l'aide d'un portable. En France, beaucoup se retrouvent en prison, alors que selon la Convention contre la traite des êtres humains, ils devraient être protégés et non détenus. C'est très difficile d'arracher ces enfants aux prises avec les trafiquants. Même chose pour les mineures exploitées sexuellement par des jeunes quasiment de leur âge. Ce sont souvent des filles en

décrochage, vulnérables, qui veulent fuir leur chez elles ou trouver un abri. Elles rencontrent de jeunes hommes par Internet et se laissent embarquer. C'est très difficile de les aider. Elles ont peur que leur exploiteur se retourne contre elles. Et, au-delà de la peur, elles sont souvent complètement sous emprise.

Comment peut-on faire face à ce fléau ?

Première chose, il faut sensibiliser sur le sujet. Le collectif *Ensemble contre la traite* a créé des outils, en particulier deux films, qui mettent en scène des situations de traite et la façon d'y répondre. Deuxième étape, former les professionnels et les bénévoles qui sont en lien avec des enfants, aussi bien dans le domaine de l'éducation, que de la justice, de la police, du social. Enfin, accompagner les victimes, sur le plan social, juridique, sanitaire, également en termes d'éducation et d'accès à la citoyenneté... Il y a aussi un travail de sensibilisation à faire à l'intention des victimes, qui n'ont pas toujours conscience d'être exploitées, et des exploiters. Les familles qui exploitent les petites bonnes ne connaissent souvent pas les limites, à partir de quand il y a exploitation. Le plaidoyer aussi est nécessaire afin que les pouvoirs publics prennent mieux en compte la question de la traite des mineurs en France.

1- Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales

Agenda

ENFANCES DANS LE MONDE PREND DE L'AMPLEUR



La 8^e édition du festival de films documentaires *Enfances dans le Monde* s'est tenue du 15 au 17 novembre dernier.

Un événement qui réunit toujours plus de jeunes, collégiens et lycéens, venus de Paris et sa région, et même de Lille et Nantes ! Tous ont été marqués par les situations de violations des droits de l'enfant dont ces films rendent compte.

Une expérience enrichissante comme ils en témoignent :
« Ce festival **nous a fait grandir**, donné envie d'agir, de profiter de la vie quels que soient nos problèmes. » Paul

« Les films nous ont appris beaucoup de choses. Ils étaient **éprouvants, beaux et enrichissants**. » Ferdinand

« Avant, je n'avais pas **conscience de la chance que j'avais d'aller à l'école** chaque jour mais grâce à ce festival j'en ai bien conscience aujourd'hui. » Manuela

Les documentaires sélectionnés pour le festival partent en province, pour sensibiliser toujours plus de monde !

Le 20 novembre, le BICE a ainsi présenté, au cinéma Bellecombe de Lyon, en partenariat avec le Service diocésain « Art, culture et foi », *L'école des philosophes*, un film très poignant sur une classe d'enfants en situation de handicap en Suisse. La projection a été suivie d'un débat avec P. Richard, Secrétaire général de l'Office International de l'Enseignement Catholique et Y. Akhtyamova, représentante du CCP, notre partenaire en Russie.

Le 23 novembre, c'était au tour du film *Amal* de clôturer le colloque organisé pour les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme par le BICE et l'Institut des droits de l'homme de l'Université Catholique de Lyon.

Prière

JE NE SAIS PAS QUOI DIRE



Je suis là pour toi
Et je ne sais pas quoi te dire,
Dieu invisible pour mes yeux,
Dieu silencieux pour mes oreilles !
J'ai seulement confiance.
À l'autre bout de mon silence, il y a toi,
Notre Père attentif.
Tu es là pour nous.
Tu es là pour moi.
Tu es l'autre moitié de ma prière.
Tu entends mon silence.

Prière de Monique Scherrer
tirée de *Mille grains de soleil*, Bayard jeunesse 1996.



Bon de générosité

À retourner avec votre chèque à l'ordre du BICE
70 bd Magenta - 75010 Paris

Oui, je soutiens le BICE avec un don de :

☐ 50 € ☐ 100 € ☐ 150 €

Soit, après déduction fiscale	17 €	34 €	51 €
-------------------------------	------	------	------

→ Merci de m'adresser mon **reçu fiscal**. Si je suis imposable, je **pourrai déduire 66% de mon don**.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Dans le cadre du Règlement général pour la protection des données (RGPD) vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement des données vous concernant ou une limitation du traitement. Pour plus d'information nous vous invitons à consulter la page de l'association « Mentions légales, Vie privée et Cookies ».

EDP157

Enfants de Partout N°157 – Février 2019 – Trimestriel - Directeur de publication : Olivier Duval - Rédacteur en Chef : Pascale Kramer - Ont contribué à ce numéro : Véronique Brossier, Monique Scherrer, Sandrine Heurteux, Marisa Zerial.
Photos : Couv. Alyssa Fedele ; p. 3 PEDER ; p. 4. BICE ; p. 5 Osservatore Romano ; p. 6-7 Renate Wefers - stock.adobe.com, DR ; p. 8 Shutterstock, BICE, DR - Maquette : De Villeneuve et Associés ; C.Roccolle - Imprimerie : Uniservices, La Prairie, 91140 Villebon-sur-Yvette- CPPAP : 0922 H 83521- N° ISSN : 0252-2799 BICE, 70 boulevard de Magenta, 75010 Paris – Tél. : 01.53.35.01.00 - E-mail : contact@BICE.org – CCP 16 - 70211 C Paris. Site internet : www.bice.org. Diffusion générale. Ce numéro comporte un encart *Dons, legs et assurances-vie* sur la totalité de la diffusion.